«La population ne veut pas de coupes dans

Dina Pomeranz compte parmi les économistes les plus influentes de Suisse. spécialisée en économie du développement et des relations Nord-Sud, et a mené

Marius Leutenegger



Dina Pomeranz étudie ce qu'un franc peut changer et quels investissements ont des effets durables. Sabina Bobst

Vous êtes une spécialiste de la situation des pays en développement. D'un point de vue économique, quels sont les principaux défis auxquels ces États sont confrontés?
Pour forcer le trait, le plus gros problème lié à la pauvreté, c'est le manque d'argent. Quand on a peu, il est difficile de lutter contre la pauvreté. On oublie cependant très souvent que l'extrême pauvreté a fortement reculé ces dernières années dans toutes les régions du monde. La situation dans de nombreux pays en développement s'est améliorée plus rapidement que cela n'avait été le cas à l'époque pour les pays de notre région. La santé a gagné en qualité, la mortalité maternelle a considérablement diminué et la scolarisation est devenue une évidence presque partout.

Pourquoi ces pays ont-ils pu progresser aussi rapidement?
Il y a de nombreuses raisons à cela: parce qu'ils ont accès aux nouvelles technologies, que la vaccination s'est généralisée, qu'ils peuvent participer au commerce international, etc. Ces pays sont encore confrontés à de nombreuses difficultés, et rien ne garantit que leur situation continuera à s'améliorer, mais je trouve tout de même étonnant que la plupart des gens ne semblent pas se rendre compte à quel point la situation des pays pauvres s'est améliorée par rapport à il y a quelques décennies. Le fait que le nombre de personnes touchées par l'extrême pauvreté soit passé de deux milliards à environ 800 millions en l'espace de trente ans constitue l'une des plus grandes réussites de l'histoire de l'humanité. C'est dommage que nous ne célébrions pas cela plus souvent.

Il n'y a donc pas lieu de s'inquiéter?
Actuellement, nous nous trouvons dans une situation instable. Plusieurs facteurs menacent ces progrès considérables, comme la situation géopolitique ou le changement climatique: celui-ci est principalement causé par les pays riches, mais ce sont les pays pauvres qui en subissent les conséquences économiques les plus importantes. Selon le principe du «pollueur-payeur», il faudrait instaurer une compensation. De manière générale, les pays puissants fixent des règles qui privent les pays pauvres de nombreuses opportunités: droits de douane élevés, accès limité aux marchés, mesures favorisant l'évasion fiscale, subventions agricoles. Pour aider durablement les pays pauvres, il faudrait éliminer ce qui entrave leur développement économique.

Vous rappelez que sans argent, il est difficile de lutter contre la pauvreté. Dans de nombreux pays en développement, l'économie informelle occupe une place prépondérante. Les personnes qui travaillent ne bénéficient donc d'aucune protection sociale et les impôts payés sont insuffisants. Ces pays disposent-ils des infrastructures nécessaires pour changer la donne à moyen terme?
C'est l'un de mes principaux domaines de recherche: la fiscalité et les marchés publics dans les pays en développement. Dans de nombreux pays, la substance fiscale est très réduite, car le produit intérieur brut lui-même est déjà faible – et il est en outre plus difficile de percevoir les impôts. Cela signifie, par exemple, que le Libéria, un État comptant six millions d'habitants, dispose d'un budget presque identique à celui de la ville de Lucerne, avec ses moins de 90'000 habitants. Il est difficile de mettre en place de bonnes institutions avec si peu de ressources publiques, même si elles étaient utilisées de manière extrêmement efficace. Nous travaillons en étroite collaboration avec les gouvernements afin d'améliorer la situation. Les systèmes électroniques constituent une avancée majeure en réduisant sensiblement la fraude fiscale. La crédibilité de l'État constitue également un levier important pour augmenter les recettes fiscales. Si les gens constatent que la fraude fiscale est sanctionnée et que les recettes sont bien utilisées, ils s'acquittent de leurs obligations fiscales.

> «La coopération au développement a des effets très positifs et a largement contribué à réduire la pauvreté.»

Compte tenu des défis institutionnels majeurs auxquels sont confrontés les pays pauvres, est-ce utile de faire des dons à des organisations humanitaires qui soutiennent des projets sur le terrain?
Oui, la coopération au développement a des effets très positifs et a largement contribué à réduire la pauvreté, même si l'idée que nous pourrions résoudre tous les problèmes du monde grâce à la coopération au développement est bien sûr erronée.

Comment mesurer l'impact des dons?
Cela fait également partie de nos domaines de recherche. Il est aujourd'hui possible d'évaluer assez précisément l'efficacité des différentes interventions. Par exemple, à l'aide d'expériences randomisées. Supposons qu'il y ait dans un pays 2000 villages qui ont besoin d'un accès à l'eau potable. Pour des raisons de ressources, il n'est pas possible d'offrir cet accès à tout le monde immédiatement. On peut répartir les villages en groupes de manière aléatoire, par exemple en quatre groupes de 500 villages. Dans trois de ces groupes, différentes mesures sont mises en œuvre; le quatrième constitue le groupe témoin. Au bout de quelques années, on évalue les résultats et on compare la situation de la population dans les différents villages. En ce qui concerne l'eau en particulier, de nombreux modes d'accès ont été étudiés afin de déterminer comment obtenir le maximum de résultats avec le minimum d'argent. On peut purifier les sources, distribuer des bons pour des pastilles de chlore, etc., mais il s'est avéré que la mesure la plus efficace consiste à installer, au niveau des points d'eau, des distributeurs de chlore permettant aux habitants d'ajouter une dose à l'eau. Elle reste ainsi utilisable même si, par exemple, un enfant y plonge ses mains sales. Cela nécessite que quelqu'un remplisse le distributeur de chlore, mais cela ne coûte pas cher. Ainsi, un don d'à peine un franc suffit à permettre à une personne d'avoir accès à de l'eau po-

la **coopération au développement**»

Professeure à l'Institut d'économie politique de l'Université de Zurich, elle est de nombreuses études sur l'impact de la coopération au développement. Interview.

table pendant un an. Il existe, à travers le monde, des dizaines de milliers d'études consacrées à ce type d'évaluation d'impact, menées notamment par des universités comme la nôtre, mais aussi par les organisations de développement elles-mêmes.

Dans quels domaines la coopération au développement est-elle particulièrement efficace?

Bio express

Dina Pomeranz, 49 ans, est professeure associée en microéconomie appliquée à l'Université de Zurich. Elle a enseigné à la Harvard Business School et a été chercheuse au Poverty Action Lab du MIT. Membre de la Commission consultative de la coopération internationale de la Confédération, ainsi que de la Commission fédérale des migrations, elle siège, depuis 2020, au conseil d'administration d'Helvetas.
L'Université de Zurich est un pôle international de premier plan en économie; selon plusieurs classements, la meilleure d'Europe continentale. Cet été, Esther Duflo et Abhijit Banerjee, lauréats du prix Nobel d'économie 2019, ont quitté le MIT pour la rejoindre. Au total, l'Université de Zurich compte huit chaires d'économie du développement.

Des études montrent que les investissements dans la santé et l'éducation sont particulièrement durables. En effet, leurs effets perdurent à long terme, même une fois le projet terminé. Si un bébé contracte le paludisme, il peut en subir des séquelles à vie. Les personnes qui restent en bonne santé et bénéficient d'une bonne éducation scolaire gagnent davantage plus tard et peuvent contribuer davantage au développement économique. Les infrastructures jouent également un rôle très important. La Suisse est, par exemple, à la pointe dans la construction de ponts suspendus – et ceux-ci ont des impacts très positifs. Grâce à ces ponts, les habitants bénéficient d'un meilleur accès aux lieux de travail ou aux marchés. D'une manière générale, il ne faut toutefois jamais oublier qu'il n'existe pas de remède miracle. On me demande souvent quelle serait la mesure la plus importante pour améliorer la situation dans les pays pauvres. Je réponds: quelle est la principale raison qui explique que la Suisse soit devenue si riche? Tout le monde comprend qu'il n'y a pas une seule raison ni une seule mesure qui puisse tout résoudre.

Nos dons sont-ils bénéfiques pour notre économie nationale, ou s'agit-il avant tout d'une question d'éthique?

Notre engagement en matière de coopération au développement porte aussi ses fruits en Suisse. Cela contribue, par exemple, à la bonne réputation de notre pays, ce qui est important pour nos intérêts en matière d'économie et de politique étrangère. Cet effet est toutefois difficile à mesurer. Pour l'électorat, cela ne semble de toute façon pas être le point déterminant, comme le révèlent des sondages représentatifs menés par l'EPF de Zurich. Environ les trois quarts de la population souhaitent que le budget alloué à l'aide au développement soit maintenu à son niveau actuel, voire augmenté. Lorsque l'on interroge les personnes sur leurs priorités, les avantages économiques pour la Suisse et l'amélioration des relations politiques arrivent toutefois loin dans le classement. La population suisse est donc prête à partager sa prospérité avec les personnes qui sont défavorisées.

Le Conseil fédéral mène pourtant une politique d'austérité en matière d'aide au développement: d'ici à 2030, la réduction des dépenses consacrées à la coopération internationale devrait s'élever à 113 millions de francs. Comprenez-vous que l'on fasse des économies dans ce domaine, alors que la majorité de la population y est opposée?

«Le revenu médian, c'est-à-dire le revenu de la personne située au milieu de la distribution mondiale des revenus, a certes doublé depuis 2005, mais il reste inférieur à 10 francs par jour.»

Il semble y avoir un écart important entre la politique et l'opinion publique. Lorsqu'ils réduisent les crédits alloués à la coopération, les responsables politiques semblent sous-estimer la générosité de la population. Je ne saurais dire pourquoi. C'est peut-être lié au fait que la coopération au développement ne dispose pas d'un lobby puissant.

Vous avez souligné à quel point la situation s'était améliorée dans les pays pauvres. Ces pays ont-ils encore besoin de notre aide?
La question de savoir s'il faut les aider est un sujet politique, et non économique. Comme lorsque l'on se demande s'il faut mettre en place une aide sociale. Ce que l'on peut toutefois affirmer d'un point de vue scientifique, c'est que les inégalités mondiales restent très importantes. Le revenu médian, c'est-à-dire le revenu de la personne située au milieu de la distribution mondiale des revenus, a certes doublé depuis 2005, mais il reste inférieur à 10 francs par jour. De plus, des études montrent clairement que de nombreux projets de développement contribuent à permettre à la population de ces pays de continuer à gravir les échelons sociaux. Cela signifie que nous pouvons agir. La décision de le faire ou non est politique.